

Guide pour déposer une demande de certificat d'autorisation pour établir une société professionnelle de la santé

Il est conseillé aux membres de l'OHDO de consulter des professionnels financiers et juridiques avant de constituer leurs pratiques d'hygiène dentaire.

1. Remplir la demande pour société professionnelle dans le portail libre-service sur le site Web de l'OHDO.
2. Vérifier que votre certificat d'inscription général ou de spécialité de l'OHDO est en règle.
3. Vérifier que chaque actionnaire de la société est titulaire d'un certificat d'inscription général ou de spécialité valide et un membre en règle de l'OHDO.
4. Nommer les administrateurs et les dirigeants de la société, ils doivent être titulaires d'un certificat d'inscription général ou de spécialité valide.
5. Déterminer le nom de la société professionnelle (voir la partie A du guide - « Dénomination sociale »).
6. Vérifier que le nom de la société professionnelle n'est pas utilisé par une autre société, et consulter le service de vérification de dénomination sociale [NUANS^{MD}](#) pour confirmer que le nom est adéquat.
7. Remplir un rapport de recherche de dénominations sociales NUANS^{MD} pour vous assurer de la disponibilité de la nouvelle dénomination proposée avant d'enregistrer le nom de la société.
8. Soumettre une copie du certificat de constitution de l'Ontario avec votre demande.
9. Obtenir une copie du rapport sur le profil de la société (personne morale).
10. Vous assurer que l'engagement est signé par chaque actionnaire de la société.
11. L'administrateur ou l'administratrice qui remplit la demande doit signer une déclaration pas plus de quinze (15) jours avant de soumettre la demande à l'OHDO.
12. Vous assurer que tous les formulaires sont complets et exacts.
13. Les droits d'inscription non remboursables de 750 \$ doivent accompagner le dossier de la demande.
14. Au plus tard trente (30) jours après avoir obtenu les documents pour la société, vous présenter en personne à l'OHDO pour soumettre les formulaires signés et les documents ou les envoyer par la poste pour obtenir un certificat d'autorisation.

Les membres d'une profession de la santé réglementée peuvent constituer une société dans le but d'exercer leur profession, à la condition qu'ils obtiennent un certificat d'autorisation auprès de l'ordre de leur profession de la santé.¹ Le présent document décrit les conditions et les exigences requises pour obtenir un certificat d'autorisation auprès de l'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario (OHDO). Elles incluent :

- Un ou plusieurs membres de la profession d'hygiène dentaire qui détiennent un certificat d'inscription émis par l'OHDO doivent être, directement ou indirectement, propriétaires en common law et propriétaires bénéficiaires de toutes les actions émises et en circulation de la société;
- Tous les dirigeants et administrateurs de la société doivent en être actionnaires;
- Les statuts constitutifs de la société professionnelle doivent prévoir que celle-ci ne peut pratiquer d'autres activités commerciales que l'exercice de la profession d'hygiène dentaire qui est régie par l'OHDO et les activités liées ou auxiliaires à l'exercice de la profession;
- Le nom de la société doit comprendre l'expression « société professionnelle » et doit être conforme aux règles concernant les dénominations sociales des sociétés professionnelles qui sont énoncées dans les règlements et règlements administratifs de la *Loi sur les professions de la santé réglementées* et de la *Loi sur les hygiénistes dentaires*.

Pour obtenir un **certificat d'autorisation** initial de l'Ordre, une société doit remplir le formulaire et faire parvenir à l'Ordre la demande complète accompagnée des documents et renseignements requis. Le formulaire comprend quatre (4) parties à remplir. Vous pouvez consulter l'article 3.2 de la *Loi sur les sociétés par actions* et le Règlement de l'Ontario 39/02, ainsi modifié en vertu de la *Loi sur les professions de la santé réglementées*, « Certificat d'autorisation » (règlement), qui sont annexés à la présente.

PARTIE A – NOM ET ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ

DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société doit répondre aux exigences énoncées dans la partie 3.2 de la *Loi sur les sociétés par actions* et dans le règlement, comme suit :

- La société ne doit pas avoir une dénomination sociale numérique;
- La dénomination sociale doit comprendre l'expression « société professionnelle »;
- La dénomination sociale doit inclure le nom de famille d'un ou de plusieurs actionnaires de la société qui doit être le même que celui indiqué dans le registre de l'OHDO;
- La dénomination sociale peut également inclure le prénom de l'actionnaire, une ou plusieurs initiales de l'actionnaire ou une combinaison de son prénom et de ses initiales;
- La dénomination sociale doit indiquer la profession exercée par les actionnaires, dans ce cas-ci, l'hygiène dentaire;
- La dénomination sociale ne doit pas inclure toute information autre que ce qui est permis et requis en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* ou du règlement, comme il est stipulé plus haut;
- La dénomination sociale ne doit pas contrevenir aux dispositions de toute autre loi.

¹ Règlement de l'Ontario 39/02, ainsi modifié en vertu de la *Loi sur les professions de la santé réglementées*, « Certificat d'autorisation », art. 1.

NOM DU CABINET

Si le nom du cabinet est différent de la **dénomination sociale**, fournir le nom sous lequel les actionnaires exercent leur profession.

ADRESSE DU CABINET

Inscrire l'adresse ou les adresses du cabinet, si elle diffère de l'adresse de la société.

PARTIE B – REMPLIR LA DEMANDE

Remplir chaque énoncé de la présente partie selon les directives du formulaire, en tenant compte de ce qui suit : Inscrire le nom de la société de la profession d'hygiène dentaire exactement comme il apparaît dans les statuts constitutifs – aucune abréviation.

1. La personne faisant la demande du **certificat d'autorisation** au nom de la société doit détenir un certificat d'inscription en règle de l'OHDO et être un administrateur de la société.
2. Chaque actionnaire de la société doit détenir un certificat d'inscription en règle de l'OHDO.
3. Chaque dirigeant et administrateur doit être actionnaire de la société.
4. L'administrateur faisant la demande au nom de la société doit signer et dater la demande.
5. La documentation suivante doit accompagner la demande pour un **certificat d'autorisation** :
 - Un engagement signé et daté par chaque actionnaire de la société;
 - La déclaration d'un administrateur de la société signée pas plus de quinze (15) jours avant le dépôt de la demande;
 - Une copie du rapport sur le profil de la société (personne morale) émis par le Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (ou par un fournisseur du secteur privé qui travaille à contrat pour le ministère) pas plus de trente (30) jours avant que la demande soit déposée au registraire, indiquant ainsi que la société est active;
 - Une copie du certificat de constitution de la société (incluant les statuts constitutifs);
 - Une copie de chaque certificat de la société qui a été approuvé en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* au moment de déposer la demande (s'il y a lieu);
 - Les droits pour le **certificat d'autorisation** : 750 \$.

PARTIE C – ENGAGEMENT

Chaque actionnaire de la société doit signer et dater l'engagement qui doit accompagner la demande de **certificat d'autorisation**. Prière de noter que le nom de chaque actionnaire doit être inclus dans la demande et chacun doit détenir un certificat d'inscription en règle de l'OHDO.

PARTIE D – DÉCLARATION

Une déclaration doit être remplie par un dirigeant de la société et pas plus de quinze (15) jours avant de soumettre la demande complète au registraire.

RENOUVELLEMENT

Le certificat d'autorisation doit être renouvelé chaque année au plus tard le 1^{er} mars.

SOUMETTRE LA DEMANDE

Poster ou remettre la demande complète, les formulaires signés et les copies des documents à l'appui à l'adresse suivante :

L'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario
175, rue Bloor Est, tour Nord, bureau 601
Toronto (Ontario) M4W 3R8

ANNEXE 1

PARTIES PERTINENTES DE L'ARTICLE 3.2 DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Application de la présente loi aux sociétés professionnelles

3.2 (1) La présente loi et les règlements s'appliquent aux sociétés professionnelles, sauf disposition contraire du présent article, des articles 3.1, 3.3 et 3.4 et des règlements. 2000, chap. 42, annexe, art. 2.

Conditions à remplir par les sociétés professionnelles

(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi mais sous réserve du paragraphe (6), une société professionnelle doit remplir les conditions suivantes :

1. Un ou plusieurs membres de la même profession doivent être, directement ou indirectement, propriétaires en common law et propriétaires bénéficiaires de toutes les actions émises et en circulation de la société.
2. Tous les dirigeants et administrateurs de la société doivent en être actionnaires.
3. La dénomination sociale de la société doit comprendre l'expression « société professionnelle » ou « Professional Corporation » et doit être conforme aux règles concernant les dénominations sociales des sociétés professionnelles qui sont énoncées dans les règlements ou dans les règlements administratifs pris en application de la loi qui régit la profession
4. La société ne doit pas avoir une dénomination sociale numérique.
5. Les statuts constitutifs de la société doivent prévoir que celle-ci ne peut exercer d'autres activités commerciales que l'exercice de la profession. Toutefois, la présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher la société d'exercer les activités liées ou accessoires à l'exercice de la profession, y compris le placement de ses fonds excédentaires. 2000, chap. 42, annexe, art. 2; 2002, chap. 22, art. 8; 2005, chap. 28, annexe B, par. 1 (1).

Présomption de conformité

(2.1) La société professionnelle dont la dénomination sociale comprend l'expression « société professionnelle » est réputée s'être conformée aux exigences du paragraphe 10 (1). 2004, chap. 19, par. 3 (1).

Validité des actes de la société

(3) Aucun acte commis par une société professionnelle ou pour son compte n'est invalide pour le seul motif qu'il contrevient à la présente loi. 2000, chap. 42, annexe, art. 2.

Nullité des conventions de vote

(4) Est nulle la convention ou la procuration qui confère à une personne autre qu'un actionnaire de la société professionnelle le droit d'exercer les droits de vote rattachés à une action de celle-ci. 2000, chap. 42, annexe, art. 2.

Nullité des conventions unanimes des actionnaires

(5) Sous réserve du paragraphe (6), est nulle la convention unanime des actionnaires à l'égard d'une société professionnelle à moins que chaque actionnaire soit membre de celle-ci. 2000, chap. 42, annexe, art. 2; 2005, chap. 28, annexe B, par. 1 (2).

ANNEXE II

RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 39/02

pris en application de la présente

Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

CERTIFICAT D'AUTORISATION

(Extraits pertinents)

Last amendment: O. Reg. 264/14.

This Regulation is made in English only. (Version anglaise seulement)

Eligibility

1. (1) A corporation is eligible to hold a certificate of authorization issued by a College if all the following conditions are met:
 1. The articles of the corporation provide that the corporation cannot carry on a business other than the practice of the profession governed by the College and activities related to or ancillary to the practice of that profession.
 2. In the case of a certificate of authorization issued by a College other than the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario, all of the issued and outstanding shares of the corporation are legally and beneficially owned, directly or indirectly, by one or more members of the issuing College.
 3. The name of the corporation meets the standards described in subsections (2) to (5).
O. Reg. 39/02, s. 1(1); O. Reg. 666/05, s. 2(1).
 - (2) The name of the corporation must meet the requirements in section 3.2 of the *Business Corporations Act* and must not violate the provisions of any other Act. O. Reg. 39/02, s. 1(2).
 - (3) The name of the corporation must include the surname of one or more shareholders of the corporation who are members of the College, as the surname is set out in the College register, and may also include the shareholder's given name, one or more of the shareholder's initials or a combination of his or her given name and initials. O. Reg. 666/05, s. 2(2).
 - (4) The name of the corporation must indicate the health profession to be practised by members of the College through the corporation. O. Reg. 666/05, s. 2(2).
 - (5) The name of the corporation must not include any information other than the information permitted or required by subsections (2), (3) and (4). O. Reg. 39/02, s. 1(5).

Issuance of certificate

2. (1) A College shall issue a certificate of authorization to a corporation in respect of a particular profession if the corporation is eligible to hold one and applies for the certificate by giving the following information and documents to the Registrar:
 - 1.(1) A completed application in a form approved by the College.
 - 2.(1) The application fee required by the by-laws of the College.
3. A copy of a corporation profile report issued by the Ministry of Government and Consumer Services or by a service provider which is under contract with the Ministry of Government and Consumer Services, that is dated not more than 30 days before the application is submitted to the Registrar, and that indicates that the corporation is active.
4. A copy of the certificate of incorporation of the corporation.
5. A copy of every certificate of the corporation that has been endorsed under the *Business Corporations Act* as of the day the application is submitted.
6. The declaration of a director of the corporation, signed not more than 15 days before the application is submitted to the Registrar, stating,
 - i. that the corporation is in compliance with section 3.2 of the *Business Corporations Act*, including the regulations made under that section, as of the date the declaration is signed,
 - ii. that the corporation does not carry on, and does not plan to carry on, any business that is not the practice of the profession governed by the College or activities related to or ancillary to the practice of that profession,
 - iii. that there has been no change in the status of the corporation since the date of the corporation profile report referred to in paragraph 3, and
 - iv. that the information contained in the application is complete and accurate as of the day the declaration is signed.
7. In the case of an application submitted to the Registrar of either the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario, the name of each person who is both a voting shareholder and a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario, as the case may be, as of the day the application is submitted and his or her business address, business telephone number and registration number with the College as of that day.
8. In the case of an application submitted to any College other than the Colleges referred to in paragraph 7, the name of each person who is a shareholder of the corporation as of the day the application is submitted and his or her business address, business telephone number and registration number with the College as of that day.

9. The names of the directors and the officers of the corporation as of the day the application is submitted.
10. The address of the premises at which the corporation carries on activities as of the day the application is submitted. O. Reg. 264/14, s. 2.
 - (2) A College may issue a revised certificate of authorization to a corporation if the corporation changes its name after the certificate of authorization has been issued to it. O. Reg. 39/02, s. 2 (2).

Refusal to issue

- 3.(1) The College shall refuse to issue a certificate of authorization if the corporation is not eligible to hold one or if the corporation does not comply with section 2. O. Reg. 39/02, s. 3.

Duty to notify College of change of name or articles

- 4.(1) (1) If a corporation that holds a certificate of authorization changes its name or its articles of incorporation, the corporation shall promptly notify the College and give the College a copy of a certificate of the corporation that has been endorsed under the *Business Corporations Act* indicating the change. O. Reg. 39/02, s. 4 (1).
 - (2) A corporation ceases to be eligible to hold a certificate of authorization if the corporation fails to notify the College when the corporation changes its name or its articles of incorporation or fails to give the College the certificate described in subsection (1). O. Reg. 39/02, s. 4 (2).

Declaration upon shareholder changes

- 4.1 At the time that a corporation holding a certificate of authorization issued by the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario notifies the Registrar under section 85.9 of the Code of a change in the shareholders of the corporation, the corporation shall also give the Registrar the declaration of a director of the corporation, signed after the change of shareholders, stating that the corporation is in compliance with section 3.2 of the *Business Corporations Act*, including the regulations made under that section, as of the date the declaration is signed. O. Reg. 264/14, s. 3.

Annual renewal

- 5.(1) The College shall renew a certificate of authorization for a corporation in respect of a particular profession on an annual basis if the corporation applies for the renewal by giving the following information and documents to the Registrar:
 1. A completed application for renewal in a form approved by the College.
 2. The annual renewal fee required by the by-laws of the College.
 3. A copy of a corporation profile report issued by the Ministry of Government and Consumer Services or by a service provider which is under contract with the Ministry of Government and Consumer Services that is dated not more than 30 days before the application for renewal is submitted to the Registrar and that indicates that the corporation is active.

4. A copy of every certificate of the corporation that has been endorsed under the *Business Corporations Act* since the corporation's most recent application for a certificate of authorization or for renewal of its certificate of authorization.
5. The declaration of a director of the corporation, signed not more than 15 days before the application for renewal is submitted to the Registrar, stating,
 - i. that the corporation is in compliance with section 3.2 of the *Business Corporations Act*, including the regulations made under that section, as of the date the declaration is signed,
 - ii. that the corporation does not carry on, and does not plan to carry on, any business that is not the practice of the profession governed by the College or activities related to or ancillary to the practice of that profession,
 - iii. that there has been no change in the status of the corporation since the date of the corporation profile report referred to in paragraph 3, and
 - iv. that the information contained in the application for renewal is complete and accurate as of the date the declaration is signed.
6. In the case of an application for renewal submitted to the Registrar of either the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario, the name of each person who is both a voting shareholder and a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario, as the case may be, as of the day the application is submitted and his or her business address, business telephone number and registration number with the College as of that day.
7. In the case of an application for renewal submitted to any College other than the Colleges referred to in paragraph 6, the name of each person who is a shareholder of the corporation as of the day the application is submitted and his or her business address, business telephone number and registration number with the College as of that day.
8. The names of the directors and officers of the corporation as of the day the application for renewal is submitted.
9. The address of the premises at which the corporation carries on activities as of the day the application for renewal is submitted. O. Reg. 264/14, s.4.

Revocation of certificate

- 6.(1) The following are the grounds upon which a corporation's certificate of authorization may be revoked:
 1. The corporation ceases to be eligible to hold a certificate of authorization.
 2. The corporation ceases to practise the profession in respect of which the certificate of authorization was issued.
 3. The corporation fails to comply with one or more of the requirements for a renewal of the certificate.

4. The corporation carries on any business that is not the practice of the profession governed by the College or activities related to or ancillary to the practice of that profession.
 5. The corporation fails to notify the Registrar of a change in shareholders in accordance with section 85.9 of the Code.
 6. In the case of a corporation that holds a certificate of authorization issued by the College of Physicians and Surgeons of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario, the corporation fails to give the Registrar a declaration in accordance with section 4.1. O. Reg. 39/02, s. 6 (1); O. Reg. 666/05, s. 6; O. Reg. 264/14, s. 5.
- (2) If the College proposes to revoke a corporation's certificate of authorization, the College shall give notice of the proposed revocation, setting out the date the revocation will take effect and the grounds for the proposed revocation. O. Reg. 39/02, s. 6 (2).
- (3) The College shall revoke the corporation's certificate of authorization 60 days after the date on which the notice is given if any of the grounds for revocation exist on the revocation date specified in the notice. O. Reg. 39/02, s. 6 (3).
- (4) The College shall notify the corporation if a corporation's certificate of authorization is revoked. O. Reg. 39/02, s. 6 (4).

Reinstatement after revocation

7. If a corporation's certificate of authorization is revoked, a new certificate of authorization may be issued to the corporation only if the corporation is eligible to hold one and applies for a new certificate in accordance with section 2. O. Reg. 39/02, s. 7.

Mis à jour en janvier 2016